

Une histoire au goût d'inachevé...

Paul MUZARD *

Les premiers Algériens ont été "requis" pour travailler. Certains de leurs enfants ou petits-enfants sont aujourd'hui "discriminés". Ce passage d'un extrême à l'autre révèle le fil d'une infra-histoire : la difficile reconnaissance ancrée dans le "racisme colonial".

Il y avait des Algériens en Isère dès avant 1939. Ils étaient alors Français, dénommés «indigènes» ou «Français Musulmans» ; mais le va-et-vient entre la France, la Métropole, et sa colonie était limité. Il était lié aux besoins des industriels ; or la crise des années 30 avait provoqué le chômage.

1939-1944

Le principal point de concentration était Livet-Gavet et certains chantiers hydrauliques. A partir de 1939, des Algériens furent requis pour travailler, à Livet-Gavet notamment ; être «requis» signifiait avoir un statut de «mobilisé» dans une entreprise, avec interdiction de la quitter. Quand des travailleurs s'échappaient, le patron avertissait aussitôt la gendarmerie qui tentait de les retrouver ; certains fuyaient le climat, d'autres à partir de 1941 étaient sollicités par des filières allemandes pour aller travailler en Allemagne. Il est à noter que le système des réquisitions était courant dans les colonies.

Un recensement de 1941 estimait le nombre des Algériens, dans l'Isère, à 449, dont 205 à Livet-Gavet, 32 à Péage-de-Roussillon. La plupart étaient disséminés dans 45 communes. Il y avait 3 Algériens à Grenoble. En 1942, le recensement comptait 589 Algériens dans l'Isère, mais 170 seulement à Livet-Gavet, parce qu'effectué en Hiver. Toujours 3 Algériens à Grenoble. En 1943, il y a 13 Algériens à Grenoble.

Les indigènes sont surveillés, les Préfets demandant que soient signalés ceux qui étaient entrés illégalement en zone libre, ceux qui avaient quitté leur emploi sans autorisation. En 1943, le gouvernement de

*Membre de la présidence du MRAP

Vichy met en place, notamment dans l'Isère, un service d'assistance matérielle et morale pour les indigènes.

1946-1957 : L'hébergement

La guerre étant finie, le nombre des Algériens s'accroît. Le recensement de 1947 enregistre un effectif algérien dans l'Isère de 1587 personnes. Il s'agit bien sûr d'une population célibatairisée pour l'essentiel. Il semble qu'une partie commence à travailler dans la métallurgie, mais toujours sur des chantiers hydrauliques, et toujours à Livet-Gavet (231) et à Péage-de-Roussillon (100). Beaucoup de ces travailleurs sont d'anciens militaires qui, découvrant la France, y trouvent de meilleures conditions d'existence et préfèrent y rester.

En 1947, ils sont 58 à Grenoble. Mais des problèmes d'hébergement se posent aussitôt. Ces immigrés dorment sur la paille à l'Asile de nuit, où ils sont 300 en 1948. Le Préfet est préoccupé car il redoute manifestement le mécontentement de ces militaires démobilisés qui ont vaillamment combattu pour la libération de la France, et qui sont bien mal récompensés. Il s'appuie sur une association créée en mai 1949 et qui s'est nommée «Comité d'Aide et de Défense des travailleurs Nord-Africains» qui va s'occuper surtout de nourriture et d'hébergement. Elle est présidée par un élève-ingénieur tunisien ; des travailleurs algériens participent à l'animation de l'Association ainsi que quelques cadres de l'Entreprise Nerpic davantage impliqués dans la gestion.

Une association reprise en main

En 1953, le Préfet provoquera le renouvellement de l'Association et remplace les bénévoles algériens par des militaires retraités. A ce sujet notons que des mouvements nationalistes agissent clandestinement. Un manifeste du peuple algérien pour la formation d'un Etat algérien avait été communiqué aux autorités françaises ; deux ans plus tard, avait lieu le massacre de Sétif. Tout indiquait que l'immigration était traversée par les courants nationalistes.

Le Préfet avait résolu provisoirement le problème du logement par une opportunité : dans l'enceinte de la caserne Bizanet désaffectée se trouvait un baraque-

ment qui abritait des prisonniers allemands ; quand ces prisonniers ont été libérés, les Algériens — moins de 100 à ce moment-là — y ont été hébergés ; mais ce préfabriqué était complètement pourri ; aussi, les Algériens ont-ils forcé un bâtiment pour s'y loger. Ils ont été jusqu'à 450 à s'y retrouver.

Cette situation allait perdurer jusqu'en 1957, année où vont s'ouvrir deux foyers, l'un à Saint-Martin-d'Hères, l'autre à Seyssinet. Non sans que circulent des pétitions de rejet dans les quartiers concernés.

1950-1955 : le chômage

Il est à noter par ailleurs qu'une période de chômage a sévi de 1950 à 1955. De janvier à mai 1951, le nombre des chômeurs secourus par le Comité va passer de 100 à 170. Enfin, en Septembre 1953, on constate un tout début d'immigration familiale avec 90 femmes et 200 enfants sur 2748 Algériens.

Vie de quartier

L'arrivée des Algériens dans le quartier Très-Cloîtres, proche de la caserne Bizanet, avait donné lieu à des réactions de rejet d'un foyer de Jeunes Filles et d'un professeur qui donnait un cours hebdomadaire dans la rue du Vieux-Temple qui était l'accès normal à la caserne. Plus tard, quand fut bâti l'immeuble en S, la copropriété fit installer un grillage de protection qui devait bien séparer ce bâtiment de l'arrière des immeubles de la rue Très-Cloîtres. La MJC des Allobroges avait publié à ce sujet dans son journal Tribouille, un article intitulé «Le Mur de la honte».

Les conditions de logement des célibatairisés, sur Grenoble et sa banlieue, se sont améliorées par la suite avec la construction de 5 foyers dans l'agglomération qui ont été ouverts en 1968 après avoir servi pour l'organisation des Jeux Olympiques d'Hiver ; lors de l'inauguration, le Maire de Grenoble, M. Dubedout, avait exprimé le regret que ces foyers n'aient pas été construits avant les Jeux pour abriter les travailleurs qui avaient construit les équipements.

Ainsi est-ce l'origine de la première implantation dans le quartier Notre-Dame qui a entraîné un certain enracinement de la population algérienne dans ce Centre ancien. C'était une implantation qui rayonnait

pour toute l'agglomération tant que le nombre des travailleurs isolés a dominé. Les nombreux commerces correspondaient à un certain nombre de services spécialisés : restaurants, hébergements dans les garnis, bouchers, magasins d'alimentation, coiffeurs, ... C'est là qu'on avait des nouvelles du pays, par le truchement de ceux qui rentraient de vacances.

L'A.D.C.F.A.

Vers 1968, la municipalité a confié un local d'animation à l'Association Dauphinoise de Coopération Franco-Algérienne (ADCFA), qui était accolé à la MJC des Allobroges. Des cours, des animations culturelles ont permis à de jeunes algériens d'avoir un lieu de rencontres et de se former à l'organisation des loisirs. Peu à peu, ils ont géré leurs affaires, tout en s'intégrant ponctuellement aux activités de la MJC des Allobroges où des utilisateurs ont dû s'habituer à rencontrer des gens venus d'ailleurs ! Quelle découverte ce fut que cette action véritablement franco-algérienne, relativement unique en France, puisque association de statut étranger jusqu'en 1962 ! Que de découvertes réciproques ! Puis, peu à peu, l'arrivée des familles a provoqué une répartition de cette population sur l'ensemble de l'agglomération.

Une citoyenneté inachevée

Peut-être cette expérience, assez limitée géographiquement, a-t-elle un peu préparé la citoyenneté qui est aujourd'hui celle des enfants issus de l'immigration. Ne sont-ils pas Français jusqu'à la 2e ou 3e génération ? Et pourtant, cette histoire a encore un goût d'inachevé ; il suffit de mesurer l'étendue des discriminations qui sévissent encore en matière d'embauche, de logement, de formation. Et les anciens qui vivent leur vieillesse dans ce quartier où ils sont arrivés sont loin d'avoir tous rencontré la parole de reconnaissance de leur contribution au service de la Nation. Le racisme colonial ne s'est pas éteint... On en parle si peu dans l'enseignement et les services éducatifs. ■

M'Hamed Abdelkader

Portrait

Il est des noms qui prédestinent — Abdelkader veut dire Serviteur du Puissant, de «celui qui peut». M'Hamed Abdelkader ne fut certes pas puissant mais il avait l'étoffe de celui qui ne se contentait pas de subir et voir les autres subir. Il tentait de faire changer l'existant.

Né en 1922, M. Abdelkader est arrivé à Grenoble en 1946 de Arzew (région d'Oran en Algérie). Il faisait partie des Algériens formés par un passé militant dans les milieux nationaliste et ouvrier. Ici, il s'est vite fait remarquer comme un leader préoccupé de la situation des Algériens qui vivaient dans des conditions difficiles en matière de logement et d'emploi. Avec la prise de conscience nationale en Algérie, qui devait déboucher sur l'insurrection du 1er novembre 1954, Abdelkader a milité également comme nationaliste algérien.

Ces deux fibres du militantisme (comme Algérien et comme ouvrier) se rejoignent dans le militantisme associatif d'Abdelkader pour la défense des droits et de la dignité des étrangers en France. En 1948, avec d'autres, Abdelkader a constitué une association (Union Nord-Africaine) qui s'est vivement préoccupée du logement et est intervenue, avec l'aide de la CGT, auprès du Préfet, faisant rappeler le combat de ces hommes pour la libération de la France. Une Commission Départementale Consultative pour les questions nord-africaines ayant été constituée sur directive du Ministère de l'intérieur, Abdelkader en fut nommé membre. Sa nomination fut prorogée par arrêté du Préfet le 8 novembre 1949.

En 1955, avec d'autres amis, Abdelkader participa à la création de l'Association Dauphinoise de Coopération Franco-Algérienne (ADCFA) dans un contexte où la guerre d'Algérie avait débuté et où l'immigration algérienne se développait. En soi, cette association se révéla bien plus tard un des lieux les plus importants de la mémoire de l'immigration maghrébine dans l'agglomération.

En 1962, la guerre terminée, Abdelkader rentra en Algérie où il occupa divers postes dans l'administration avant de revenir en France. Il retrouva tout naturellement sa place dans la lutte contre toutes les inégalités sociales. Retraité, il continua de développer des associations : l'ARAI (Association des Retraités et Invalides Algériens de l'Isère) et l'AGEMI (Association pour la Protection et la Gestion des Cimetières Musulmans de l'Isère). M'hamed Abdelkader est mort à Grenoble le 10 Février 1989.

Ainsi, sa vie grenobloise durant, Abdelkader n'a cessé d'être dynamique et de dynamiser l'existence des immigrés maghrébins dans le souci de réveiller la société à la reconnaissance de ce qu'ils y ont accompli. ■

Paul MUZARD